

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 15/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VALSUD (ex-Vert Provence)

41 chemin vicinal - Parc Valentine Vallée verte
CS 20106
13011 Marseille

Références : D-1752-AIX-2022

Code AIOT : 0006409111 (Référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement VALSUD (ex-Vert Provence) implanté CD6 La Barque Lieu dit Plan des Beaumouilles 13710 FUVEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cet ancien site à Déclaration est passé à autorisation suite au dépôt d'un dossier de demande d'autorisation qui a abouti à un arrêté préfectoral en date du 28/02/2022 autorisant la société VALSUD à exploiter une installation de traitement de biomasse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALSUD (ex-Vert Provence)
- CD6 La Barque Lieu dit Plan des Beaumouilles 13710 FUVEAU
- Code AIOT : 0006409111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Préparation matières pour combustion ou panneautiers et broyage de déchets verts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement par sondage des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploitation du 28 février 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Dispositions constructives et conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.3.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Durée de stockage des andains	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Vérifications caméras thermiques et détecteur	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.4.4	/	Sans objet
10	Poussières	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 3.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.2.1	/	Sans objet
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.4.2	/	Sans objet
6	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.8.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Périodicité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4.5.1	/	Sans objet
8	VLE rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4.4.2.1	/	Sans objet
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, articles 7.2.2 et 7.2.3	/	Sans objet
11	Propreté ripysilve	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 2.3.2	/	Sans objet
12	Filière combustion bois B et A d'emballage	Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 10.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines dispositions constructives (murs coupe-feu) n'ont pas été mises en oeuvre conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/02/2022.

Par ailleurs, les conditions générales d'exploitation ne sont pas entièrement respectées (stockage des déchets verts non sous forme d'andains, hauteur de stockage de bois en limite haute des murs coupe-feu).

Par conséquent, au regard des non-conformités relevées et des enjeux associés, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant au titre du L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie - Locaux à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a identifié les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie. Ces zones sont reportées sur le plan de secours et matérialisées en entrée de zone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions constructives et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour la zone de l'ancienne champignonnière, les box d'entreposage pour les souches de bois sont séparés et encadrés sur 3 côtés par des murs en béton coupe-feu (zone MP5 du plan en annexe). Pour la zone du hangar secondaire, les lignes d'andains 1 et 2 sont séparées et encadrées sur 3 côtés par des murs en béton coupe-feu. La distance entre les 2 andains est au minimum de 3 mètres (zone Andain 1 et 2 du plan en annexe). Les andains ne peuvent pas être stockés plus de 2 (deux) mois sur le site. La hauteur maximale des andains est limitée à 3 mètres. La hauteur maximale d'entreposage pour l'ensemble des zones de stockage est de 1 mètre en dessous du haut des murs de séparation.
Constats : La zone d'entreposage pour les souches de bois et la zone du hangar secondaire pour les lignes d'andains 1 et 2 ne sont pas séparées et encadrées sur 3 côtés par des murs en béton coupe-feu. La hauteur de stockage bois A situé coté Est du site (côté ripisylve) est supérieure à la hauteur du mur coupe-feu (photo annexe).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Stationnement des broyeurs et cribles et durée de stockage des andains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Conditions particulières d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de travail où peuvent stationner et travailler les 5 engins mobiles (broyeurs et cribles) de l'installation sont localisées au moins à une distance d'éloignement de 5 mètres des aires de stockage. La durée de présence d'un andain sur l'installation est au maximum de 2 mois : <ul style="list-style-type: none">• 1 mois au plus pour le constituer,• 1 mois de stockage avant enlèvement.
Constats : Les aires de travail où peuvent stationner et travailler les 5 engins mobiles (broyeurs et cribles) de l'installation sont localisées au moins à une distance d'éloignement de 5 mètres des aires de stockage. Les déchets verts ne sont pas stockés sous forme d'andains (par conséquent, pas de suivi temporel du temps de stockage des andains).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Transmission de la vérification périodique Q18 en date du 31 mars 2022 qui conclue qu'il n'y a pas de risques incendie et d'explosion .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérifications caméras thermiques et détecteur armoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La température des stockages extérieurs et intérieurs (sous hangars) est contrôlée par caméras thermiques. Ces caméras fonctionnent en continu et leur alarme se déclenche à 80°C. Elles sont reliées à la centrale de télésurveillance en heures non ouvrables. Les locaux électriques sont équipés de détecteur incendie avec alarme. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Modification du système de surveillance incendie. Mise en place d'un système de détecteurs triple infrarouge qui est relié au canon extinction. Test de mise en service le 2 mai 2022 et PV de réception le 2 mai 2022. Conservation des caméras pour assurer la surveillance du site.
Observations : En date du 14/03/2023, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance (PAC) au sujet de modifications sollicitées sur son installation. Ce dossier a fait l'objet d'une consultation du SDIS. Des demandes de compléments sont attendus, notamment le détail des moyens incendie en place au niveau des aires de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie – Eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• le débit simultané du réseau incendie ne sera pas inférieur à 480 m³ /h en fonctionnement sur 4 hydrants, pour une période de 2 heures en toute circonstance, • le site dispose de 6 poteaux incendie répartis judicieusement sur l'installation
Constats : <p>Le débit simultané du réseau incendie n'est pas inférieur à 480 m³ /h en fonctionnement sur 4 hydrants, pour une période de 2 heures en toute circonstance.</p> <p>Le site dispose de 6 poteaux incendie répartis judicieusement sur l'installation, PV de vérification en date du 13/10/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Périodicité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risque de pollution du milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Respect des périodicités des contrôles suivants :</p> <p>pH Température Couleur Phénols AOX Hydrocarbures totaux <u>Trimestriel</u></p> <p>MEST DCO Azote total Phosphore total <u>Mensuel</u></p>
Constats : <p>On constate la réalisation des 3 analyses trimestrielles du 09/02, 20/04 et 11/07/2022 mais les analyses mensuelles ne sont pas toutes réalisées du fait du manque d'eau à certaines périodes de l'année. Toutefois on observe aucun dépassement des valeurs limites de rejet, cf point de contrôle N°8 ci-dessous.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : VLE rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risque de pollution du milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des VLE des paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• La température des effluents rejetés doit être inférieure < 30°• pH : compris entre 5,5 et 8,5• Demande chimique en oxygène (DCO) : <125 mg/l• Matières en suspension totale (MEST) : <35 mg/l• Phénols : <0,3 mg/l• Halogène organique adsorbable (AOX) : <1 mg/l• Hydrocarbures (HCT) : <5 mg/l• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.• Azote total : <25 mg/l• Phosphore total : <2 mg/l
Constats : Les résultats des analyses indiquent des concentrations pour les différents paramètres inférieures aux valeurs limites de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, articles 7.2.2 et 7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Niveaux maximum aux limites du site: 70 dB (A) en période de jour et 60 dB (A) en période de nuit. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. (...)
Constats : La dernière analyse bruit date de l'année 2020. Les résultats étaient conformes. L'exploitant a programmé des nouvelles mesures acoustiques au plus tard pour janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes pour limiter les émissions de poussières : • les campagnes de broyage ne sont pas réalisées par vent supérieur à 50 km/h ou/et 70 km/h en rafales • les box de stockage de déchets de bois sont encadrés sur trois côtés par des murs en béton ; • les box de stockage sont orientés de manière à ce que les murs servent de protection vis-à-vis des vents dominants ; • les produits finis (PF1, 2, 3, 4 mentionnés sur le plan en annexe) sont stockés sous le hangar ; • des filets de protection de 5 m de haut sont présents en bordure est de la zone d'évolution des engins où sont présents plusieurs stockages de déchets ; • brumisateurs (mobile) à utiliser avant campagne de broyage. L'exploitant dispose d'une station météo lui permettant de mesurer et enregistrer en continu la vitesse et la direction du vent.
Constats : Les mesures pour limiter les émissions de poussières sur le site sont correctement mises en oeuvre. Néanmoins, on note que l'exploitant ne possède pas de station météo sur le site. L'exploitant propose de mettre en œuvre un anémomètre avec dispositif d'alarme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection ripisylve

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protections ripisylve
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones d'activités sont toutes imperméabilisées. La ripisylve du Vallat de la Foux, est régulièrement inspectée et nettoyée, soit une fois par mois ou suite à un épisode de vent violent. Des filets sont mis en place pour contenir les envols de déchets en direction de la ripisylve. Les opérations de broyage / criblage sont proscrites lors des épisodes de vents violents.
Constats : Toutes les mesures sont mises en œuvres pour protéger la ripisylve en bordure du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Filière combustion bois B et A d'emballage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 10.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Risque pollution air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Composé Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche) Mercure, Hg: 0,2 Arsenic, As: 4 Cadmium, Cd: 5 Chrome, Cr: 30 Cuivre, Cu: 30 Plomb, Pb: 50 Zinc, Zn: 200 Chlore, Cl: 900 PCP: 3 PCB: 2
Constats : Les broyats de bois B dirigés vers des filières combustion ou incinération font l'objet d'analyses par lot afin de garantir leur recevabilité dans ce type d'installation.
Observations : Les broyats de bois B pour la filière des panneautiers ne sont pas concernés par ces analyses en raison de leur fonction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : Photo stockage coté ripisylve supérieur à 1 mètre en dessous du mur coupe-feu

